ADV. L. 8187/1.

- 1 -
- 9. JAN 1963
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.
Coordins 8m(2)

ROYAUME DE BELGIQUE. — KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 16 novembre 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 30 avril 1958, étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne", a donné le 27 novembre 1962 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e november 1962 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 30 april 1958 waarbij voor bepaalde spaargeldinleg de handelingsbekwaamheid van de gehuwde vrouw en van de minderjarige wordt uitgebreid", heeft de 27e november 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de modifier la loi du 30 avril 1958 étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne.

L'objet de cette modification est d'étendre le champ d'application de cette loi à une nouvelle catégorie de dépôts d'épargne, à savoir :

1° les dépôts auprès des établissements d'intérêt public ou d'économie mixte où fonctionne un service de dépôts reçus en livrets ou en carnets;

2° les dépôts auprès des banques privées.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat a été saisi antérieurement d'un projet qui a fait l'objet d'un avis donné le 16 janvier 1961 (L.7401/1). La capacité élargie que ce projet entendait accorder aux femmes mariées et aux mineurs, se limitait aux dépôts d'épargne auprès de banques privées. Dans son avis, le Conseil d'Etat faisait observer que le projet tel qu'il était rédigé, excluait du bénéfice du régime de la capacité élargie les dépôts effectués par les femmes mariées et par les mineurs auprès d'établissements d'intérêt public ou d'économie mixte où fonctionne un service de dépôts reçus en carnet, tel le Crédit communal de Belgique.

.../...

Le projet actuel tient compte de cette observation et s'applique aux dépôts d'épargne effectués par les femmes mariées et par les mineurs tant auprès d'établissements d'intérêt public ou d'économie mixte, qu'auprès de banques privées.

En effet, la nouvelle disposition que l'article 1er a pour but d'ajouter à l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 30 avril 1958, se réfère à deux espèces d'entreprises :

1° les entreprises qui sont mentionnées à l'article 1er, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935;

2° les entreprises inscrites à la liste établie en application de l'article 2, alinéa 3, du même arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 (1).

Les entreprises mentionnées à l'article 1er, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, sont les suivantes : la Banque nationale de Belgique, l'Institut de réescompte et de garantie, la Banque du Congo belge (2), la Caisse générale d'épargne et de retraite , la Société nationale de crédit à l'industrie, le Crédit communal de Belgique, la Caisse centrale du petit crédit professionnel (3).

.../...

---

(1) Il s'agit des banques figurant sur la liste que dresse annuellement la Commission bancaire.
(2) La Banque du Congo belge est devenue banque privée, quand elle a perdu son rôle d'Institut d'émission.
(3) L'arrêté-loi du 23 décembre 1946 a remplacé les
(4) dénominations : "Caisse centrale du petit crédit professionnel" et "Caisse nationale de crédit aux classes moyennes" par "Caisse nationale de crédit professionnel".

L'arrêté royal du 22 octobre 1937 relatif à la Commission bancaire a complété cette liste par les institutions mentionnées ci-après : l'Office central de crédit hypothécaire, l'Institut national de crédit agricole, et la Caisse nationale de crédit aux classes moyennes (4).

\+

\+ \+

Le projet appelle les observations suivantes :

1. Pour éviter toute difficulté quant à la portée de la référence à l'article 1er, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal n° 185, contenue dans l'article 1er du projet, il y aura lieu de faire mention des modifications que cette disposition a subies.

Ainsi il sera clairement indiqué que le projet s'applique également aux dépôts effectués auprès des organismes que l'arrêté royal du 22 octobre 1937 a ajoutés à la liste établie par l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.

2. Comme le signale l'exposé des motifs, les rapports de la femme mariée et du mineur avec la Caisse générale d'épargne et de retraite quant à leurs dépôts d'épargne sont déjà régis par une loi spéciale, à savoir la loi du 16 mars 1865 qui fut modifiée par la loi du 30 avril 1958. La référence faite dans le projet à

.../...

(4) Voyez la page précédente.

l'article 1er, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal n° 185 ne saurait donc viser la Caisse générale d'épargne et de retraite. Dans le texte proposé par le Conseil d'Etat cela résultera notamment du renvoi fait aux règles adoptées par la Caisse générale d'épargne et de retraite.

3. L'exposé des motifs indique les caractéristiques que doivent présenter les dépôts pour que la femme mariée et le mineur soient admis à bénéficier des dispositions prévues en leur faveur par la loi du 30 avril 1958.

Aux termes de l'exposé des motifs, "les dépôts en banque visés par le projet sont caractérisés :

- par leur constatation en carnets ou livrets de dépôt;
- par leurs conditions de rémunération qui se rapprochent des taux pratiqués tant par la Caisse générale d'épargne et de retraite que par les Caisses d'épargne privées;
- par les règles qui en gouvernent le retrait : limitation des dispositions tant à vue qu'avec préavis à certaines sommes".

.../...

Or, dans le texte du projet seule la condition relative à la constatation des dépôts en carnets ou en livrets est énoncée.

Puisque le Gouvernement ne veut étendre le bénéfice de la loi du 30 avril 1958 qu'aux dépôts de sommes d'argent soumis à des conditions analogues à celles qui sont pratiquées par la Caisse générale d'épargne et de retraite et par les caisses d'épargne privées; il conviendrait que cette exigence résulte du texte même du projet, et pas seulement de l'exposé des motifs.

Le projet appelle en outre des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

"Article 1er.-

A l'article 1er de la loi du 30 avril 1958 étendant la capacité de la femme mariée et du mineur à certains dépôts d'épargne, sont apportées les modifications suivantes :

a) Un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1er et 2:

.../...

"Pour autant qu'un service de dépôts reçus en carnets ou en livrets y soit organisé à des conditions analogues à celles qui sont adoptées par la Caisse générale d'épargne et de retraite et par les caisses d'épargne privées, la femme mariée est également admise à se faire ouvrir un carnet ou un livret :

1° dans les entreprises mentionnées à l'article 1er, alinéa 2, 1°, de l'arrêté royal n°185 du 9 juillet 1935, modifié par l'arrêté royal du 22 octobre 1937 et l'arrêté-loi du 23 décembre 1946;

2° dans les entreprises inscrites à la liste établie en application de l'article 2, alinéa 3, du même arrêté royal".

b) Aux alinéas 2 et 4, le mot "livret" est remplacé par les mots "livret ou carnet".

"Article 2.-

A l'article 2 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

a) L'alinéa 1er est complété par la disposition suivante:

"Le mineur ... visées à l'article 1er ... dépôt" (comme à l'article 3 du texte du Gouvernement).

.../...

b) L'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"Le mineur ... " (comme à l'article 4, alinéa 1er, du texte du Gouvernement).

c) A l'alinéa 3, le mot "livret" est remplacé par les mots "livret ou carnet".

"Article 3.-

L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 3.-

... (comme à l'article 5 du texte du Gouvernement) ... ".

Het ontwerp strekt tot wijziging van de wet van 30 april 1958 waarbij voor bepaalde spaargeldinleg de handelingsbekwaamheid van de gehuwde vrouw en van de minderjarige wordt uitgebreid.

Doel van die wijziging is,in de werkingssfeer van de wet een nieuwe categorie van spaardeposito's te betrekken, met name :

1° de deposito's bij instellingen van openbaar nut of van gemengd economische aard waar een dienst voor deposito's op boekjes fungeert ;

2° de deposito's bij particuliere banken.

\+

\+ +

Een soortgelijk ontwerp, waarover geadviseerd werd op 16 januari 1961 (L.7401/1), is reeds vroeger aan de Raad van State voorgelegd. De ruimere handelingsbekwaamheid die men daarin aan de gehuwde vrouw en de minderjarige bedoelde te geven, gold alleen voor deposito's bij particuliere banken. De Raad van State heeft toen opgemerkt, dat het ontwerp, zoals het gesteld was, de deposito's vanwege gehuwde vrouwen en minderjarigen bij instellingen van openbaar nut of van gemengd economische aard waar, zoals bij het Gemeentekrediet van België, een dienst voor deposito's op boekjes bestaat, uitsloot van het stelsel der verruimde handelingsbekwaamheid.

.../...

Het thans aan de orde gebrachte ontwerp houdt daarmee rekening en is toepasselijk op de spaardeposito's vanwege gehuwde vrouwen en minderjarigen zowel bij instellingen van openbaar nut of van gemengd economische aard als bij particuliere banken.

De nieuwe bepaling die artikel 1 wil toevoegen aan artikel 1, eerste lid, van de wet van 30 april 1958 , slaat immers op twee soorten van ondernemingen :

1° de ondernemingen vermeld in artikel 1, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935 ;

2° de ondernemingen die voorkomen op de lijst, aangelegd ingevolge artikel 2, derde lid, van hetzelfde koninklijk besluit van 9 juli 1935 (1).

Artikel 1, tweede lid, 1°, van dat koninklijk besluit noemt : de Nationale Bank van België, het Herdisconterings- en Waarborginstituut, de Bank van Belgisch-Congo (2), de Algemene Spaar- en Lijfrentekas,

.../...

(1) Dat zijn de banken die voorkomen op de jaarlijkse lijst van de Bankcommissie.

(2) De Bank van Belgisch-Congo is een particuliere bank geworden sedert ze niet meer als circulatiebank fungeert.

de Nationale Maatschappij voor krediet aan de nijverheid, het Gemeentekrediet van België, de Hoofdkas voor klein-beroepskrediet (1).

Het koninklijk besluit van 22 oktober 1937 betreffende de Bankcommissie heeft aan die lijst het Centraal Bureau voor hypothecair krediet, het Nationaal Instituut voor landbouwkrediet en de Nationale Kas voor krediet aan de Middenstand toegevoegd (2).

+

\+ +

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

1. Opdat geen moeilijkheid ontstaat omtrent de strekking van artikel 1 van het ontwerp waar dit naar artikel 1, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit nr 185 verwijst, vermelde men de wijzigingen die in laatstgenoemde bepaling zijn aangebracht.

Zo zal duidelijk zijn aangeduid dat het ontwerp ook toepassing vindt op deposito's bij de instellingen die het koninklijk besluit van 22 oktober 1937 heeft toegevoegd aan de lijst van het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935.

.../...

---

(1) (2) De besluitwet van 23 december 1946 heeft de benamingen "Hoofdkas voor klein-beroepskrediet" en "Nationale Kas voor krediet aan de middenstand" vervangen door "Nationale Kas voor beroepskrediet".

2. De betrekkingen van de gehuwde vrouw en de minderjarige met de Algemene Spaar- en Lijfrentekas terzake van spaardeposito's zijn, zoals de memorie van toelichting verklaart, reeds geregeld door een bijzondere wet, met name de wet van 16 maart 1865, gewijzigd bij die van 30 april 1958. Waar het ontwerp verwijst naar artikel 1, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit nr 185 kan de Algemene Spaar- en Lijfrentekas dus niet mede bedoeld zijn. In de door de Raad van State voorgestelde tekst blijkt dat, met name uit de verwijzing naar de bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas toegepaste regelen.

3. De memorie van toelichting geeft aan, welke kenmerken de deposito's moeten bezitten opdat de gehuwde vrouw en de minderjarige gerechtigd zijn op hetgeen de wet van 30 april 1958 te hunnen voordele bepaalt.

Luidens die memorie "zijn de in het ontwerp bedoelde deposito's gekarakteriseerd :

- door hun vaststelling in depositoboekjes ;
- door hun rendement dat de rentevoet bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en de private spaarkassen benadert ;
- door de opvragingsvoorwaarden : beperking tot bepaalde bedragen zowel bij opvraging op zicht als bij opvraging met opzegging".

.../...

In de tekst van het ontwerp echter is alleen vaststelling in depositoboekjes als voorwaarde vermeld.

Daar de Regering nu alleen die gelddeposito's mede onder de wet van 30 april 1958 wil doen vallen waarop soortgelijke voorwaarden staan als bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en bij de private spaarkassen, moet die eis ook uit het ontwerp zelf en niet alleen uit de memorie van toelichting blijken.

Voorts zijn bij het ontwerp een aantal vormopmerkingen te maken waarmede in de hiernavoorgestelde tekst rekening is gehouden :

Artikel 1.-

In artikel 1 van de wet van 30 april 1958 waarbij voor bepaalde spaargeldinleg de handelingsbekwaamheid van de gehuwde vrouw en van de minderjarige wordt uitgebreid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"Voor zover aldaar een dienst voor deposito's op boekjes is ingericht onder soortgelijke voorwaarden als bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en bij de private spaarkassen worden toegepast, kan de gehuwde vrouw op haar naam ook een depositoboekje laten openen :

.../...

1° in de ondernemingen vermeld onder artikel 1, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit nr 185 van 9 juli 1935, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 oktober 1937 en bij de besluitwet van 23 december 1946 ;

2° in de ondernemingen die ingeschreven zijn op de lijst, aangelegd ingevolge artikel 2, derde lid, van hetzelfde koninklijk besluit".

b) In het tweede en vierde lid wordt het woord "boekje" vervangen door de woorden "spaar- of depositoboekje".

Artikel 2.-

In artikel 2 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Het eerste lid wordt met de volgende bepaling aangevuld :
"De ontvoogde minderjarige ... (zoals in artikel 3 van de tekst van de Regering) ...".

b) Het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :
"De niet ontvoogde minderjarige ... (zoals in artikel 4, eerste lid, van de tekst van de Regering) ...".

.../...

c) In het derde lid wordt het woord "boekje" vervangen door "spaar- of depositoboekje".

Artikel 3.-

Artikel 3 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3.-

... (zoals in artikel 5 van de tekst van de Regering) ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
J. LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

de Heren :

eerste-voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. ASSCHE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.